

N. Réf. : 2022/ERi n°926
Affaire suivie par Élisabeth RICHARD
Tél. : 04 66 21 73 77

Nîmes, le 08/11/2022

Monsieur le Préfet de la Région Occitanie
DREAL OCCITANIE
Direction des risques naturels
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
34 064 MONTPELLIER cedex 02

Copie à Monsieur Thierry ROUSSET, Direction des risques naturels

Objet : avis de la CLE des Gardons sur le schéma régional des carrières d'Occitanie

Monsieur le Préfet,

Vous avez consulté les Commissions locales de l'eau dans le cadre du projet cité en objet, par courrier en date du 08 août 2022.

Le dossier a été analysé par les services de l'EPTB des Gardons pour le compte de la CLE et transmis aux membres du bureau de la CLE, ainsi qu'aux membres CLE représentant l'UNICEM et la FACEN, aboutissant aux remarques détaillées ci-après.

En premier lieu, même si nous avons noté un effort de transparence quant au processus d'élaboration de ce SRC, à travers notamment la communication des nombreux comptes-rendus et présentations effectuées entre 2018 et 2022, il nous paraît important de soulever la difficulté majeure, pour les membres d'une assemblée comme les CLE, d'assimiler une telle quantité de documents aussi complexes et formuler un avis éclairé (8 documents distincts de plusieurs centaines de pages soumis à la consultation, cartographie multiple présentant distinctement les thématiques et les enjeux, nombreux comptes-rendus et diaporamas présentés lors de la démarche depuis 2018).

Partie 2 : Analyse prospective sur 12 ans et choix d'un scénario d'approvisionnement

(document « ... prospective et scénarios enq phase 2 v7-2-3.pdf ») :

En page 60 du document pdf, il est indiqué au sujet des exploitations de granulats en lit majeur que « si ces exploitations ne sont pas strictement interdites, elles sont néanmoins encadrées et soumises à condition ». L'interdiction réglementaire ou technique associée au périmètre « enjeux eau » ne s'applique donc pas à l'extraction de granulats en lit majeur. **Même si l'indication d'un objectif de réduction est donnée en page 64 du document, cela paraît contradictoire avec les orientations des SDAGE et SAGE de protection de la ressource en eau et des milieux rivulaires.**

Partie 3 : « Orientations objectifs et mesures (et modalités de suivi) » (document Orientations, objectifs et mesures VF3.pdf) et cartographie des enjeux :

Sur le bassin versant des Gardons, les enjeux « biodiversité », retranscrits cartographiquement dans la carte « enjeux biodiversité.pdf », sont limités à quelques zones dans les gorges des Gardons, ce qui est limitant. La zone cœur du Parc National des Cévennes n'est, par exemple, pas prise en compte et les

zones Natura 2000 sont invisibles. Nous ne comprenons pas pourquoi le cœur de Parc National de Pyrénées est en niveau 1 mais celui du Parc National des Cévennes classé en niveau 2 (cf. page 30 du document « Orientations et objectifs »).

S'agissant des enjeux « eaux », présentés sur la carte « enjeux_eau.pdf », ceux-ci sont limités à une enveloppe assez large de part et d'autre des Gardons d'Alès (depuis la Grand'Combe) et Gardons d'Anduze (depuis Anduze) jusqu'à Comps à l'aval, mais cette enveloppe ne semble pas correspondre au lit majeur. **De plus, le lit majeur n'apparaît pas listé dans l'analyse des enjeux « eaux » en page 30 du document orientation, ce qui pose la question de l'intégration du risque inondation dans les enjeux « eau » ?**

Le document « orientations objectifs » précise en effet les éléments intégrés en pages 29 et 30.

Il nous paraît regrettable que les aires d'alimentation des captages soient classées en niveau 2 (p30 du document « Orientations et objectifs »), ce qui n'exclut pas l'exploitation de carrières, plutôt qu'en niveau 1. Dans certains cas, cela peut être contradictoire avec les objectifs des SDAGE et SAGE de protection de la ressource.

Il est également regrettable que les Zones humides et sites RAMSAR ne soient qu'en niveau 3 et non en 2 voire 1. Ce classement de niveau 3 est en décalage avec tous les enjeux nationaux et internationaux pour enrayer leur dégradation et disparition. Une interdiction sur les zones humides de grande surface semblerait logique.

Atlas 3 – carte des gisements potentiellement exploitables d'intérêt régional :

Il semble que les « enjeux eau » figurant sur les cartes des gisements potentiellement exploitables d'intérêt régional ne prennent en compte que les enveloppes liées au cours d'eau et non les Périmètres de protection rapprochés avec DUP interdisant l'exploitation, pourtant enjeux de Niveau 1 (p. 30 document Orientation et objectifs). Le fait qu'un Périmètre de Protection Rapprochée ne bénéficiant pas encore de DUP (**avis d'un hydrogéologue** seul) ne soit pas en niveau 1 est logique mais il serait pertinent d'afficher sur ces cartes les PPR d'enjeu de niveau 1, mais également ceux de niveau 2.

Compte-tenu de ces remarques, la CLE émet un avis favorable avec les réserves précédemment formulées, qui visent à faire évoluer certains points.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.

Commission Locale de l'Eau
EPTB Gardons
6, Avenue du Général Leclerc
30000 NÎMES
SAGE des Gardons

Le Président,



Frédéric GRAS